

*Questions orales*

**L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État):** Les renseignements du député ne sont pas à jour. L'une des choses les plus importantes accomplies par la Société ces deux dernières années a été de décentraliser ses activités, comme l'indiquent les nouveaux immeubles construits à Vancouver, ceux prévus pour Regina, et le reste, et qui visent tous à faciliter la diffusion d'émissions locales.

**M. Friesen:** J'aimerais fournir des renseignements plus à jour au secrétaire d'État. J'ai reçu des plaintes hier au sujet de la suppression de certaines émissions agricoles de Radio-Canada. C'est un domaine où l'on a supprimé les émissions locales.

\* \* \*

[Français]

**LES PÊCHERIES**L'INTERVENTION RÉSUMÉE DANS LA CHASSE AU PHOQUE  
DANS L'ATLANTIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Albert Bécharde (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État (Pêcheries). Je me demande s'il a pris connaissance de la question que je lui posais la semaine dernière, laquelle a été répondue en partie par le ministre de l'Environnement. Dans la négative, je peux lui poser la question de nouveau. Elle apparaît à la page 11900 des Débats et se lit comme suit: Est-ce que le ministère ou les fonctionnaires de ministère ont maintenant le contrôle sur les représentants de la Fondation *Greenpeace* ou autres personnages du même acabit, qui ont fait ou qui font actuellement de l'intervention illégale sur les glaces de l'Atlantique et du Golfe Saint-Laurent, où se déroule la chasse aux phoques?

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêcheries)):** Monsieur le président, je crois que les mesures qui ont été prises se sont avérées efficaces, puisque les deux mouvements protestataires en question semblent s'être désistés. Entre-temps, je les inviterais à prendre connaissance des rapports scientifiques et de ne pas publier des demi-vérités comme ils le font.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**ON DEMANDE S'IL Y A PÉNURIE DE DENRÉES ALIMENTAIRES  
AU NIVEAU MONDIAL

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur le président, je me rends compte que tous mes collègues sont heureux de ce que je pose une question, qui est d'intérêt général. Ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné que le ministre de l'Agriculture a déclaré, il y a un instant, que le problème des producteurs de lait industriel du Canada est relié à un surplus mondial de ce produit, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si la population du globe est saturée de ce produit et qu'il n'y a plus de besoins à satisfaire, ou s'il s'agit d'un manque de pouvoir d'achat de la part des consommateurs, que ce soit au niveau national ou international?

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur il serait difficile de prétendre qu'il n'y aurait pas quelque part au monde où on aurait besoin de ce

[M. Friesen.]

produit, mais il n'est pas si facile de le distribuer à moins que ces pays n'en veulent, à cause de leur droit souverain de dire ce qu'il faut à leurs nécessiteux; on ne peut le leur imposer et espérer qu'ils l'accepteront comme un rebut. Le prix mondial de la poudre de lait écrémé est d'environ un tiers plus élevé qu'il y a deux ans. En vertu de notre programme de l'ACDI et nos autres programmes d'assistance, nous avons offert d'aider à la distribution de ce produit par tous les moyens possibles pourvu qu'il soit utilisé convenablement.

[Français]

LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES BESOINS DE DENRÉES  
ALIMENTAIRES—ON DEMANDE S'IL A ÉTÉ QUESTION DES  
PRODUITS LAITIERS CANADIENS

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le président.

Étant donné que le ministre de l'Agriculture a assisté encore cette année à une conférence sur les besoins de denrées alimentaires au niveau mondial, est-ce que le ministre pourrait dire à cette Chambre si cette question de lait au niveau international, concernant l'alimentation de la population, a été discutée, et si des échanges possibles entre des produits laitiers d'une part, et des produits divers d'autres pays d'autre part, excluaient les produits laitiers, ou si les discussions portaient sur des échanges susceptibles de satisfaire les besoins de l'humanité, tant au Canada que dans d'autres pays du monde?

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Oui, monsieur l'Orateur, l'aspect nutritif de l'assistance alimentaire a été débattu longuement et une des façons de permettre aux gens de se nourrir convenablement est de les aider à produire eux-mêmes ce qu'il faut. Le Canada accomplit un excellent travail en aidant à constituer des cheptels laitiers et autres dans ces pays.

**AFFAIRES COURANTES**

[Traduction]

**LE RECENSEMENT**DÉPÔT DE LA LISTE DES COMMISSAIRES NOMMÉS POUR LE  
RECENSEMENT

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, en vertu de l'article 41(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer des exemplaires, dans les deux langues officielles, du recensement de 1976 des nominations des commissaires de recensement.

● (1500)

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au sujet du dépôt de documents. Hier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a signé un important traité d'extradition avec l'ambassadeur des États-Unis. J'aurais supposé qu'étant donné la nature du document et son importance pour notre pays, il serait déposé aujourd'hui, soit par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures soit par le ministre de la Justice, qui sera chargé d'appliquer cet important traité.